

**2 Politique**

**Sommet international sur les Migrations à Malte  
Ali Bongo aux assises de La Valette**

L-J N

La Valette/Malte

*Il sera aux côtés des autres chefs d'Etat et de gouvernement européens et africains pour examiner les questions relatives aux migrations qui touchent particulièrement l'Europe avec cette vague sans précédent de migrants et de réfugiés sur ses côtes. Avant de se rendre à La Valette, le numéro un gabonais a pris part à un déjeuner de travail sur la COP 21, à l'invitation de son homologue français François Hollande et avec plusieurs autres chefs d'Etat africains.*



Poignée de mains entre le présidents Ali Bongo Ondimba et François Hollande, hier sur le perron de l'Elysée.



Le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba à son arrivée à La Valette, où il a été accueilli par l'ambassadeur du Gabon auprès du Bénélux, Félicité Ngoubili Ongouori.

LE président gabonais, Ali Bongo Ondimba, examine avec ses homologues africains et européens, les questions relatives aux migrations lors du sommet qui se tient, ce mercredi, à La Valette sur l'Ile de Malte, avec l'objectif de mobiliser tous les pays pour faire face à ce phénomène.

Ces assises, à l'initiative de l'Union européenne, interviennent au moment où le vieux continent fait face à l'arrivée, depuis plusieurs mois, sur son sol, d'un nombre sans précédent de migrants et de réfugiés. Elles le sont d'autant plus utiles que La Valette, capitale de cette île située dans la Méditerranée, face à la Libye, sera le théâtre d'un débat très attendu entre l'UE et les pays africains signataires des Accords de Cotonou, ainsi que d'autres acteurs mondiaux sur ce problème. Débat qui va s'ouvrir sur plusieurs aspects du problème. Puisque toutes les parties vont échanger sur les indications précises pour favoriser, entre autres, les retours des migrants dans les pays d'origine et de transit. Et trouver des solutions communes à ce défi d'intérêt commun, à travers, une stratégie élaborée à la suite des mesures prises en Europe pour faire face aux



Photo : Gildas Roméo Mouniemo

problèmes posés par ces arrivées en masse de migrants. Les discussions auxquelles participera le chef de l'Etat gabonais qui, la veille, a pris part, à une rencontre présidée à l'Elysée par François Hollande, porteront sur les enjeux, les opportunités que représentent les migrations, indique un responsable européen au cœur de l'organisation de ces assises. Il s'agira aussi de reconnaître que la gestion de ce fléau relève de la responsabilité commune des pays d'origine, de transit et de destination. De ce fait, il est évident qu'un accent particulier va

être mis sur les voies et moyens de remédier aux causes profondes du problème en s'efforçant de contribuer à établir la paix, la stabilité et le développement économique, sur l'intensification des travaux visant à promouvoir et organiser les voies de migrations légales. Le Sommet débattrà, en outre, du renforcement de la protection des personnes qui ont quitté leurs pays pour fuir les conflits, l'instabilité politique et économique, les violations des droits de l'Homme et d'autres raisons. D'ailleurs, les chefs d'Etat et de gouvernement aborderont les aspects

permettant de s'attaquer plus efficacement à l'exploitation et à la traite de ces êtres humains et de coopérer plus étroitement pour améliorer la coopération en matière de retour et de réadmission. Dans tous les cas, la présence des dirigeants africains, dont Ali Bongo Ondimba, est justifiée par l'importance du sujet, mais surtout par l'appartenance, sinon, l'implication forte de notre pays au processus de coopération entre l'Europe et l'Afrique, dans le cadre des processus de Rabat, auquel le Gabon est partie prenante (lire ci-dessous) et de Khartoum sur les migra-

tions. A cet égard, à l'instar de ces homologues africains, il sera question d'amener leur partenaire à prendre en compte les exigences de compensation, développement et autres régulièrement mis sur la table. Dans ce contexte, nul doute que la question de l'aide au développement ainsi que la facilitation des visas pour davantage de ressortissants de pays africains seront, à nouveau, posées. Les travaux préparatoires tenus dans ces deux capitales africaines ont dessiné la position du continent, dans la recherche des solutions idoines à ce problème. Le président gabonais s'ex-

primera sur ces différentes questions durant la session, de même que lors des entrevues qu'il aura, avec le Premier ministre de Malte, avec Macky Sall du Sénégal, et François Hollande, avant de quitter la Valette.

Il faut souligner qu'avant de se rendre à Malte, hier, le président Ali Bongo Ondimba était l'hôte de son homologue français, François Hollande. Cela dans le cadre d'un déjeuner de travail relatif à la préparation de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 21), qui se tient dans une vingtaine de jours à Paris. Une rencontre du palais de l'Elysée à laquelle ont participé plusieurs autres chefs d'Etat africains. Entre autres, Thomas Boni Yayi (Bénin), Alpha Condé (Guinée), Jean Dramani Mahama (Ghana), etc.

Rappelant le lien entre fondamental entre les problèmes du climat et la question de l'énergie en Afrique, au cours de la conférence de presse qui a suivi les échanges, Le chef de l'Etat a dit : "C'est un double défi. Nous devons être capables de produire de l'énergie propre et accessible à tous". Et de prévenir : "L'échec de Paris serait notre échec à tous." Non sans rassurer quant à la mobilisation de l'Afrique.

**Au terme de leur déjeuner de travail, le président Hollande et ses hôtes ont animé une conférence de presse conjointe.**

**Le Gabon partie prenante au Processus de Rabat**

L-J N.

La Valette/Malte

LE sommet de Malte sur les migrations s'appuiera, entre autres, sur le processus Euro-Africain concernant la Migration et le développement, appelé encore, Processus de Rabat, adopté en 2006 dans la capitale du royaume du Maroc.

Rassemblant une cinquantaine de pays d'origine, de transit et de destination de migrants, qui partagent une même vision d'une gestion rationnelle, équilibrée et efficace des flux migratoires depuis et à travers l'Afrique de l'Ouest et du Centre, ce processus vise à créer un cadre de dialogue et de consultation au sein duquel les Etats mettent en œuvre des initiatives concrètes et opérationnelles qui sont le résultat de leur volonté.

Le Gabon, notre pays, partie prenante de cette politique, y participe activement depuis sa création. Il a œuvré pour l'évolution satisfaisante du processus pour les Etats participants ainsi que pour les autres acteurs impliqués, assure une source diplomatique interrogée sur la question. Il s'y est employé en mettant en exergue, notamment, les progrès tangibles tant en matière de dialogue politique que dans la mise en œuvre de projets concrets au niveau bilatéral, régional et multilatéral. Des avancées qui sonnent comme une véritable valeur ajoutée.

L'Union européenne, après avoir déjà soutenu ledit processus pendant la période 2010-2012 à travers un projet mis en œuvre, a maintenu ce mécanisme pour la période 2013-2015. Le processus est fondé sur une coopération fluide et étroite entre les pays d'origine, de transit et d'accueil, tant au niveau politique que dans la défini-

tion et la mise en place de projets concrets. En 2011, une feuille de route adoptée par les Etats, avait énoncé les axes de suivi des actions entreprises et planifié les activités à venir. Celle-ci avait été suivie par une stratégie dite de Dakar définissant dix objectifs prioritaires à atteindre.

Cette stratégie porte sur des actions techniques, législatives ou réglementaires et de renforcement des capacités. De même, la récolte des données sur les mouvements migratoires et la mise en place des mécanismes permettant d'étudier ces données sont présentées, comme décisives, à des politiques et mesures nécessaires à une gestion conjointe et mutuellement bénéfique de la migration. La stratégie énonce aussi, l'importance de la mise en œuvre de ces initiatives impliquant une complémentarité entre le processus de Rabat et les autres cadres régionaux sur la migration, l'Union européenne et les Etats africains.

Cela pour éviter les chevauchements.

Il faut dire que, outre les aspects de coopération, la nouvelle initiative du soutien de l'UE au Processus de Rabat met un accent particulier sur l'appui à la mise à disposition d'opportunités d'emploi et d'études dans les pays d'accueil, le renforcement des politiques d'intégration et de non discrimination, la garantie des droits des réfugiés, la poursuite des efforts engagés en vue de mettre en place des systèmes de réadmission, développement des programmes de retour, y compris les retours volontaires, assistés et bien d'autres aspects.

Tous ces aspects devront constituer, avec d'autres initiatives de l'UE, les bases de discussions du Sommet de Malte, à la suite des appels lancés çà et là face à la vague impressionnante de migrants qui quittent les côtés africaines, notamment, pour faire juguler ce phénomène.